

# La couverture médiatique de la visite d'Alvaro Uribe en France

## Le Bon, la Brute et le Truand

(par Romain Migus : <http://www.voltairenet.org/fr>)

La réception du président colombien Alvaro Uribe par Nicolas Sarkozy a donné lieu à une intense campagne des médias français dominants pour occulter la politique du gouvernement colombien et jeter la confusion sur l'initiative de paix du président vénézuélien Hugo Chavez. En effet, si Uribe est le Bon des westerns hollywoodiens, alors les rebelles des FARC sont les brutes... et le négociateur Chavez est un truand. Romain Migus nous rappelle que la réalité est autrement plus compliquée.

---

20 JANVIER 2008

La récente visite du président colombien en France a donné lieu à une couverture médiatique qui s'inscrit dans la droite ligne de ce que l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano nomme « le monde à l'envers ».

Le scénario de base, la libération des otages retenus par la Force armée révolutionnaire de Colombie (FARC), tel qu'il est présenté par les entreprises de communication françaises font ressurgir chez le lecteur français, tous les schémas et stéréotypes simplistes du *wild, wild West* des westerns hollywoodiens : des bandits ont pris en otage des fermiers innocents et leurs familles, heureusement le shérif du coin s'apprête à les libérer. Les bandits dans ce type de film, dont l'orientation politique est à peine voilée, ce sont généralement les Indiens ou les Mexicains, bref ce sont des brutes. Le shérif, quant à lui, est l'archétype du citoyen étasunien dominant : blanc, libéral et désintéressé, entièrement dévoué à la défense du Bien, c'est le Bon. Généralement, le scénario, se complique lorsqu'apparaît une figure hétéroclite qui vient rappeler au spectateur que tout n'est pas si simple. Ce truand pactise avec tout le monde pour en retirer un bénéfice personnel. De fait, il va gêner le Bon dans son combat pour le Bien, l'Ordre et la Morale.

Le spectateur ne saura jamais pourquoi les Indiens prennent des otages (généralement une femme) : ce sont des brutes qui agissent impulsivement. De même, à travers ce moyen de propagande que furent les westerns hollywoodiens, il n'apprendra rien sur la colonisation et l'extermination des peuples premiers aux États-Unis. Quant au truand, même s'il génère quelque sympathie au début du film, les spectateurs le détesteront rapidement pour son côté roublard et manipulateur. Restent le Bon et la vision réductrice de la société, imposée par le scénariste. Le Bon, à la fin du film, triomphe toujours !

La couverture médiatique de la visite d'Uribe en France rappelle ces schèmes simplistes de la propagande cinématographique. Le Bon, c'est le président colombien Alvaro Uribe aimé par son peuple qui l'a élu, comme le souligne *Paris-Match* [1], avec 62 % des voix. Qu'il ne fut réélu qu'avec 28 % des citoyens qui ont la chance d'être inscrits sur les listes électorales colombiennes, personne n'en saura rien. Le Bon est le Bon parce qu'il est bon. Point.

Les brutes ne sont désormais plus ces bandits d'Indiens et de Mexicains. Ils sont toujours des bandits mais depuis le 11 septembre 2001, ce sont aussi des terroristes. Même si la thèse de l'enlèvement comme arme de guerre est fortement condamnable, nous n'apprendrons rien sur la genèse des armées de guérilla en Colombie. Ni sur le massacre des 3 000 membres de l'Union patriotique dont le souvenir force la FARC et l'Armée de libération nationale (ELN, par ses sigles en espagnol) à la méfiance pour rendre les armes. Rappeler les conditions sordides de l'emprisonnement des otages sans mentionner les actes de tortures, les massacres et les déportations massives de populations opérés par l'armée colombienne et ses alliés paramilitaires renforce l'évidence : les brutes sont des brutes parce qu'elles sont des brutes. Point.

Quant au truand, il sera soumis à la force du syllogisme aristotélicien. Puisque le truand se refuse à appeler les brutes par leur nom, et puisque les brutes sont des brutes... pardon, des terroristes, alors le truand est lui-même un terroriste. Point.

Et un terroriste sans scrupule, car, selon *Le Monde*, la demande d'Hugo Chavez de considérer la FARC et l'ELN comme des groupes belligérants permettrait en fait « aux guérillas colombiennes de trouver un soutien officiel au Venezuela » [2]. Le journal *Libération*, quant à lui, évoque la possibilité pour le gouvernement

vénézuélien de vendre des armes aux FARC [3], dès lors que celles-ci seraient considérées comme ce qu'elle sont : une armée.

Évidemment, cette version moderne du manichéisme des westerns hollywoodiens divisant le conflit entre la bonne vision d'Uribe et la mauvaise gestion du président Chávez ne résiste pas une seconde à une observation objective de la situation politique et militaire en Colombie.

Imaginons un autre scénario où notre Clint Eastwood colombien soit accusé par l'hebdomadaire états-unien *Newsweek* dans son édition du 9 août 2004 (publication que l'on ne peut qualifier de brûlot gauchiste) d'avoir maintenu des liens étroits avec le trafiquant de drogue Pablo Escobar et le Cartel de Medellín ; accusation qui s'appuie sur des documents déclassifiés du Pentagone. Imaginons qu'au lieu de défendre la veuve et l'orphelin enlevés par les brutes, celui-ci organise des opérations militaires et bombarde la zone où les otages doivent être libérés, comme l'a révélé Consuelo Gonzalez.

On pourrait même rajouter à ce scénario que le Bon, qui refuse de reconnaître que les brutes disposent d'une véritable armée, a consacré 6,5 % de son produit intérieur brut (PIB) en dépenses militaires, en plus de l'aide états-unienne liée au Plan Colombie. C'est une forte somme pour un pays où il n'y a ni guerre, ni armée rebelle. À titre de comparaison, le royaume d'Espagne, pourtant engagé dans les guerres d'Irak et d'Afghanistan en 2003, consacrait pour cette année-là, 1,3 % de son PIB aux dépenses militaires.

Imaginons un scénario comme celui-ci, et dans le meilleur des cas, le public aura décroché depuis belle lurette au vue de la complexité du problème, dans le pire des cas, on peut penser que le Bon serait alors considéré comme un bandit de grand chemin.

Il est donc plus commode politiquement pour les entreprises de communication françaises de réduire le conflit colombien et les enjeux d'un accord humanitaire à une vision manichéenne aussi éloignée de la réalité que le président colombien ne l'est de la recherche d'une solution réelle au conflit qui ravage ce pays.

Pour avoir une idée plus claire, il faut déjà admettre que Chavez n'est pas un truand compromis avec la mafia malgré ce que laisse entendre la photo, et la légende qui lui correspond, qui introduit le reportage de *Paris-Match* consacré à Alvaro Uribe [4]. Il faut aussi reconnaître qu'à la différence de son homologue colombien, il fut confortablement élu lors de l'élection présidentielle de décembre 2006. À titre d'exemple, Chavez et Uribe ont été élus avec quasiment le même nombre de voix, autour de 7 200 000 voix. À la différence près qu'au Venezuela, il y a 26 millions d'habitants et en Colombie 45 millions ; sans compter quelques millions de déplacés qui ont dû fuir hors des frontières de ce pays.

Il faut avoir en mémoire qu'à la différence des manipulations politiciennes d'Uribe faisant modifier la loi approuvant la réélection du président par un Congrès acquis à sa cause, Chavez a proposé cette même modification constitutionnelle en référendum populaire. Référendum perdu et accepté comme tel. Il est aussi nécessaire d'avoir à l'esprit, qu'à la différence du Venezuela, où le spectre audiovisuel est acquis à l'opposition, la Colombie ne dispose d'aucune chaîne critique à l'égard de son président.

Admettons donc que le Bon ne soit pas bon, et que le Truand n'en est pas un. Qu'en est-il des Brutes ? Sont-ils des brutes, ou une armée de brutes ? C'est bien là le cœur du problème.

Les FARC existent depuis 48 ans et de multiples rencontres entre cette guérilla et des personnalités internationales du monde politique et économique (notamment avec le président de Wall Street en 1999) avaient régulièrement lieu avant la présidence d'Uribe. Avec la classification des FARC et de l'ELN comme groupes terroristes après les événements du 11 septembre 2001, la volonté « d'exterminer » la guérilla s'est substituée à la possibilité de trouver une sortie négociée au conflit colombien. Or, ni Alvaro Uribe, ni ses prédécesseurs ne peuvent affirmer aucun succès militaire réel lorsqu'ils se sont engagés dans cette voie. Car pour mettre un terme à la guerre, il faut déjà reconnaître qu'il y ait une guerre. Pour négocier la paix, il faut déjà reconnaître des interlocuteurs aptes à la négociation.

Comble de l'absurde : un article de Paolo A. Paranagua dans *Le Monde* datant du 13 janvier 2008. On y apprend qu'« à Bogota, trois procureurs enquêteurs spécialisés, au Parquet, dans les Droits de l'homme, ont bien voulu répondre à nos questions sous couvert de l'anonymat. Ils estiment que les FARC violent les Conventions de Genève et le droit international humanitaire » [5]. Nous ne pouvons que féliciter Paranagua pour avoir respecté l'anonymat de ses sources, parce que dans le cas contraire, ces procureurs spécialisés auraient dû repasser leurs examens puisque les conventions de Genève s'appliquent aux conflits armés, ce qui officiellement n'est pas le cas de la Colombie. Soit il s'agit de brutes, soit d'une armée participant à un

conflit et devant se soumettre aux Conventions de Genève, et avec laquelle une sortie de la guerre est juridiquement possible.

La proposition du président Chávez de reconnaître la FARC et l'ELN comme forces belligérantes s'inscrit dans la volonté du gouvernement vénézuélien de contribuer à la recherche de la paix, tant espérée par le peuple colombien. Cette proposition appuyée par Amnesty International, a pour but de jeter les bases d'un échange humanitaire et d'un accord de paix entre deux forces militaires qui combattent depuis près de cinquante ans. Réduire la perspective humanitaire de Caracas au scénario du Bon, de la Brute et du Truand tel que nous l'ont exposé les médias français, est une tergiversation malsaine qui légitime le recours aux atrocités de la guerre que prônent Alvaro Uribe et son gouvernement.

Pour en finir avec la guerre qui ensanglante la Colombie depuis la mort de Jorge Eliécer Gaitán, la seule solution est une négociation, dont la reconnaissance des groupes guérilleros n'est que le premier pas. Privilégier cette option, lancée par le président Hugo Chávez, délivrerait le peuple colombien, prisonnier depuis trop longtemps des prétentions belliqueuses de ses gouvernements. Que cela plaise aux médias français, ou non !

Romain Migus

---

[1] « Le double visage d'Alvaro Uribe », par Michel Peyrard, *Paris-Match*.

[2] « La Colombie demande le soutien de l'Europe dans l'affaire des otages », par Paolo A. Paranagua, *Le Monde*, 22 janvier 2008.

[3] « Uribe plaide sa cause anti-FARC », par Michel Taille, *Libération*, 22 janvier 2008.

[4] Op. cit. Sur la photo, on peut voir le président colombien lire un reportage mensonger de *Paris-Match* présentant Hugo Chávez comme le chef d'une famille mafieuse. La légende qui accompagne cette photo est sans équivoque. Elle rapporte les propos d'Uribe parcourant l'article calomnieux : « *Et dire que, quand je me rends à Caracas, on me traite d'assassin...* »

[5] « Les deux ex-otages colombiennes dénoncent les méthodes des FARC », par Paolo A. Paranagua, *Le Monde*, 13 janvier 2008.